



**PRÉFET  
DE L'EURE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Arrêté préfectoral n° UBDEO/ERA/24/26 modifiant l'arrêté préfectoral  
n°D1-B1-16-145 du 11 février 2016 autorisant la société Saint-Louis Sucre à  
exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement sur la  
commune de Étrépnay (27)**

**Le préfet de l'Eure**

**Vu :**

le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.181-14 et L.514-5,

le décret du 20 juillet 2022 du Président de la République nommant Monsieur Simon BABRE, préfet de l'Eure,

le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-05 du 04 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

l'arrêté préfectoral n° D1-B1-16-145 du 11 février 2016 autorisant la société Saint-Louis Sucre à exploiter une installation située Route Gamaches sur la commune de Étrépnay,

le dossier de demande de modification adressé à Monsieur le Préfet de l'Eure le 24/02/2023 et reçu en DREAL le 01/03/2023,

le rapport et les propositions du 08/03/2024 de l'inspection des installations classées,

le projet d'arrêté porté le 11/01/2023 à la connaissance du demandeur,

les observations du demandeur sur ce projet le 15/02/2024,

**Considérant :**

la demande déposée,

le caractère non substantiel des modifications demandées au regard de l'article R.181-46 du Code de l'environnement,

l'article R.181-45 du code de l'environnement susvisé permettant au préfet de modifier par arrêté complémentaire les prescriptions d'un arrêté préfectoral,

l'article R.181-39 du code de l'environnement rendant facultatif l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques,

**SUR** proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

## **ARRETE**

### **ARTICLE PREMIER : OBJET**

La société Saint-Louis Sucre, dont le siège social se situe Route Gamaches, 27150 Étrépagne, est tenue de se conformer aux prescriptions modificatives suivantes concernant une unité de méthanisation des effluents de la sucrerie avec génération de biogaz.

### **ARTICLE 2 : Complément, renforcement des prescriptions générales**

Il est ajouté à l'arrêté préfectoral n° D1-B1-16-145 du 11 février 2016 autorisant la société Saint Louis Sucre à exploiter une installation située Route Gamaches sur la commune de Étrépagne un nouveau chapitre figurant ci-dessous :

#### **« Chapitre 8.5 Dispositions relatives au méthaniseur**

##### **Article 8.5.1 Portée de l'autorisation délivrée**

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation du 17 août 2022. En particulier, l'exploitant est autorisé à méthaniser uniquement les effluents raccordés à sa station d'épuration interne, à savoir ceux du site de Saint-Louis-Sucre Étrépagne (3 250 000 m<sup>3</sup>/an d'effluents).

L'unité de méthanisation traite uniquement les effluents précités, en amont de sa station d'épuration.

Les liquides (résidus) issus de la méthanisation sont envoyés depuis la cuve de reprise vers le traitement existant des effluents (station d'épuration interne).

Le biogaz, après épuration, est utilisé dans la chaudière biogaz/gaz naturel du site et permet de limiter la consommation de gaz naturel fossile.

L'installation est dimensionnée pour traiter en moyenne **9 300 m<sup>3</sup>/j d'effluents (et au maximum 10 400 m<sup>3</sup>/j) et de produire 14 400 m<sup>3</sup> /j de biogaz.**

L'unité de méthanisation est dotée a minima des équipements de sécurité suivants :

- Détecteur de méthane et alarmes ;
- Capteur de pression avec report d'alarme en salle de contrôle ;
- Capteur de niveau en continu et capteur de niveau haut avec report d'alarme en salle de contrôle ;
- Capteur de température et de pH à l'entrée avec report d'alarme en salle de contrôle ;
- Dispositif de mesure de débit du biogaz produit avec report d'alarme en salle de contrôle. La qualité du biogaz sera contrôlée au niveau du sécheur ;
- Vannage pour envoyer le biogaz directement vers le gazomètre et/ou la torchère ;
- Dispositif de sécurité contre les dépressions / surpressions ;
- Capteur de niveau haut sur le méthaniseur et le tampon gaz.

##### **Article 8.5.2 Spécificités du procédé mis en œuvre**

Le traitement du biogaz sortant du bioréacteur avant réinjection sur le réseau interne est réalisé comme suit :

- Prétraitement du biogaz par désulfuration ;

- Stockage du biogaz désulfuré dans un gazomètre souple de 60 m<sup>3</sup>-(73 kg);
- Purification du biogaz désulfuré par séchage ;
- Compression (de 36 mbar à 500 mbar) avant envoi vers la chaudière.

La qualité du biogaz est contrôlée en continu et le biogaz conforme est envoyé dans la chaudière gaz/biogaz du site. L'analyseur en continu est positionné après le sécheur de biogaz. En cas de non-conformité, l'injection du biogaz est arrêtée et le biogaz est brûlé avec la torchère. Une fois passé l'analyseur, le biogaz est envoyé sur la chaudière.

#### Article 8.5.3 Implantation

L'unité de méthanisation est située à proximité de la station d'épuration du site.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les lieux d'implantation de l'aire ou des équipements de l'unité de méthanisation satisfont les dispositions suivantes :

- ils ne sont pas situés dans le périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine ;
- ils sont distants d'au moins 35 mètres des puits et forages de captage d'eau extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, des rivages et des berges des cours d'eau, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, à des industries agroalimentaires ou à l'arrosage des cultures maraîchères ou hydroponiques ;
- ils sont implantés à plus de 50 mètres des habitations occupées par des tiers.

Les planchers supérieurs des bâtiments abritant les installations de méthanisation et, le cas échéant, d'épuration, de compression, de stockage ou de valorisation du biogaz ne peuvent pas accueillir de locaux habités, occupés par des tiers ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques nécessaires au fonctionnement de l'installation.

#### Article 8.5.4 Caractéristiques des canalisations et stockages des équipements de biogaz

Les différentes canalisations sont repérées par des couleurs normalisées (norme NF X 08-100 de 1986) ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent. Elles sont reportées sur le plan de localisation des risques du site.

Les canalisations, la robinetterie et les joints d'étanchéité en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion.

Ces canalisations résistent à une pression susceptible d'être atteinte lors de l'exploitation de l'installation même en cas d'incident.

Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs.

Les raccords des tuyauteries de biogaz sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local.

En cas de franchissement d'une voie publique, celui-ci est réalisé de manière aérienne. La tuyauterie sera installée selon les normes en vigueur sous la passerelle du tapis « betteraves propres ».

#### Article 8.5.5 Cuves de méthanisation

Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont munis d'une membrane souple ou sont dotés d'un dispositif de limitation des conséquences d'une surpression brutale liée à une explosion, tel qu'un évent d'explosion ou une zone de fragilisation de la partie supérieure de la cuve.

Ils sont également équipés d'une soupape de respiration destinée à prévenir les risques de mise en pression ou dépression des équipements au-delà de leurs caractéristiques de résistance, dimensionnée pour passer les débits requis, conçue et disposée pour que son bon fonctionnement ne soit entravé ni par la mousse, ni par le gel, ni par quelque obstacle que ce soit.

Les dispositifs visés aux points ci-dessus ne débouchent pas sur un lieu de passage et leur disponibilité est contrôlée régulièrement et après toute situation d'exploitation exceptionnelle ayant conduit à leur sollicitation.

#### Article 8.5.6 Destruction du biogaz

L'installation dispose d'un équipement de destruction (torchère) du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation et de purification de celui-ci et si le gazomètre est plein. Cet équipement est muni d'un arrête-flammes conforme à la norme EN 12874 ou ISO 16852.

L'exploitant assure un suivi des périodes de fonctionnement de la torchère sous forme de registre faisant état des raisons et durée de fonctionnement de la torchère. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de 5 ans.

#### Article 8.5.7 Surveillance de la méthanisation

Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements dont une défaillance est susceptible d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de contrôle et de maintenance que l'exploitant tient à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.

L'installation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation et a minima de dispositifs de contrôle en continu de la température des matières en fermentation, de la pression du biogaz et du débit de biogaz produit. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de vérification et spécifie, le cas échéant, les seuils d'alarme associés.

Le débitmètre de sortie du méthaniseur est un débitmètre de process, destiné à la conduite du méthaniseur. Le débitmètre est étalonné par le constructeur avec une durée de validité de 5 ans et ensuite est remplacé par équipement équivalent ou revalidé, après vérification périodique par un organisme agréé.

#### Article 8.5.8 Phase de démarrage des installations

L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les dépressions est vérifiée lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés dans un registre.

Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion (inertage, dilution par ventilation...), qu'il met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.

Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.

#### Article 8.5.9 prévention du rejet du biogaz dans l'air

Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal.

#### Article 8.5.10 Préventions et gestion des nuisances odorantes

Les équipements de méthanisation sont clos pour ne pas représenter une source d'odeurs.

L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que les émissions d'odeurs soient aussi réduites que possible.

L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations et les entrepôts pouvant dégager des émissions odorantes sont aménagés autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux canalisés odorants sont, le cas échéant, récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz.

#### Article 8.5.11 Prévention de la pollution atmosphérique

Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal.

Le biogaz en excès est :

- soit envoyé vers le local des chaudières et utilisé comme carburant dans une des chaudières gaz naturel/biogaz,
- soit détruit via l'utilisation d'une torchère.

La teneur en CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S du biogaz produit est mesurée en continu / a minima 2 fois par semaine en sortie du méthaniseur sur un équipement contrôlé annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur.

Les résultats des mesures et des contrôles effectués sur l'instrument de mesure sont consignés et tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations classées pendant une durée d'au moins trois ans.

#### Article 8.5.12 Consignes d'exploitation – installation de méthanisation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels d'entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du " permis d'intervention " pour les parties concernées de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- les modes opératoires ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.

**Les locaux et dispositifs confinés font l'objet d'une ventilation efficace et d'un contrôle de la qualité de l'air portant a minima sur la détection de CH<sub>4</sub> et de H<sub>2</sub>S avant toute intervention. »**

### **ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté, conformément aux décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L. 514-6, peut être déféré à la juridiction administrative selon les dispositions des articles R.514-3-1 et R.181-50 du code de l'environnement :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ou de l'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° du même article.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **ARTICLE 4 : PUBLICITÉ ET EXÉCUTION**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Eure qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

Copie dudit arrêté est adressée à :

- Monsieur le sous-préfet des Andelys,
- Monsieur le maire de la commune de Etrépagny,
- à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO),

Évreux, le 19 mars 2024

Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général de la préfecture



Alaric MALVES